

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 204.651 du 3 juin 2010

G/A. 186.003/Vbis-30

En cause : **le Centre public d'aide sociale d'Eupen,**

ayant élu domicile chez
Mes Martin ORBAN et
Bettina TÖLLER, avocats,
Kaperberg 50
4700 Eupen,

contre :

le Ministre de l'Intégration sociale,

ayant élu domicile chez
Mes Pierre LEGROS, et
Jérôme SOHIER, avocats,
avenue Emile De Mot 19
1000 Bruxelles.

--

LE CONSEIL D'ETAT, CHAMBRE VBIS,

Vu la requête introduite le 23 novembre 2007 par le Centre public d'aide sociale d'Eupen qui demande l'annulation "de la décision du Service public fédéral de Programmation du 26 septembre 2007, référence 6204, par laquelle la partie adverse décide de réclamer à la requérante le remboursement de divers montants relatifs à des dépenses médicales pour l'année 2003 à l'occasion de contrôles des documents médicaux dans le cadre de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M^{me} VOGEL, premier auditeur au Conseil d'Etat, établi sur la base de l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, et de l'article 15 de

la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 29 janvier 2010, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 24 mars 2010 à 14.30 heures;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Gabriele WEISGERBER, loco Mes Martin ORBAN et Bettina TÖLLER, avocat, comparaisant pour la partie requérante, et Me Ingrid JODOCY, loco Mes Pierre LEGROS et Jérôme SOHIER, avocat, comparaisant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} VOGEL, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les éléments de la cause peuvent être résumés comme suit :

1. La procédure suivie entre l'hôpital Saint-Nicolas et le Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) d'Eupen dans le cadre de la prise en charge des secours se présente ainsi qu'il suit.

L'hôpital Saint Nicolas d'Eupen transmet au C.P.A.S. l'identité ou l'étiquette imprimée lors de l'hospitalisation ou une vignette de la mutuelle des personnes dont les frais d'hospitalisation pourraient incomber à l'Etat fédéral ou à un autre C.P.A.S. (étrangers, touristes, personnes de passage). Cette transmission se fait après l'hospitalisation de ces personnes. Jusqu'en juillet 2006, l'hôpital ne transmettait aucun document établissant l'état d'indigence des intéressés.

Sur la base de l'article 9 de la loi du 2 avril 1965, le C.P.A.S. donne avis de l'octroi des secours à l'Etat fédéral ou au C.P.A.S. de la commune où la personne secourue a ou est présumée avoir son domicile de secours dans le délai de 45 jours. Cet avis, tel qu'il a été donné par la requérante à la partie adverse est rédigé dans les termes suivants :

" Conformément à l'article 9 de la loi du 2 avril 1965 (...) nous avons l'honneur de vous informer que le(a) nommé(e) X... a été soigné(e) le (...) et a été hospitalisé(e) le (...) à l'Hôpital St. Nicolas d'Eupen.

Auriez-vous l'obligeance de bien vouloir prendre en charge les frais d'hospitalisation éventuels que cet hôpital pourrait nous réclamer?

Nous essayerons cependant d'abord de récupérer les montants non payés auprès des intéressés".

Selon les indications de la requérante, le conseil de l'aide sociale du C.P.A.S. établit alors, par une décision formelle consignée dans le registre des procès-verbaux, l'état d'indigence des personnes concernées.

Conformément à l'article 12 de la même loi, l'état de débours doit être envoyé au ministre compétent ou au C.P.A.S. compétent dans le délai de douze mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les débours ont été faits. A cette fin, l'hôpital transmet au C.P.A.S. les décomptes des frais pour lesquels un avis avait été établi et qui jusqu'à ce moment, n'ont pas encore été payés. Dans certains cas, l'hôpital a déjà accompli des démarches en vue du recouvrement.

Sur la base des décomptes rentrés, l'Etat fédéral ou le C.P.A.S. compétent paye les frais d'assistance au C.P.A.S. d'Eupen. Celui-ci transfère ces montants à l'hôpital.

2. La partie adverse a d'abord accepté sans opposition les créances introduites pour l'année 2003 et payé les montants correspondants à la requérante.

3. En 2006, la partie adverse fit une inspection concernant les frais médicaux pour la période de janvier à décembre 2003.

Le 29 janvier 2007, la partie adverse prit une première décision, rédigée en français, par laquelle elle refusait la prise en charge de frais d'assistance exposés à concurrence de 68.064,64 euros. Ce montant fit ultérieurement l'objet d'une compensation effectuée par la partie adverse avec des créances dues à la requérante.

Le 28 mars 2007, la requérante introduit un recours en annulation de cette décision du 29 janvier 2007 devant le Conseil d'Etat (affaire A. 182.112/XIII-4514).

4. Le 26 septembre 2007, la partie adverse a pris une nouvelle décision, rédigée en allemand, par laquelle elle refuse entre autres la prise en charge d'un montant

de 65.542,65 euros au motif que "ces dépenses (...) ne peuvent être prises en charge par l'Etat belge à défaut de preuve de l'état d'indigence des intéressés".

En application de l'article 15, alinéa 3, de la loi précitée du 2 avril 1965, la requérante introduit le présent recours à l'encontre de la décision du 26 septembre 2007.

5. Par l'arrêt n° 184.302 du 17 juin 2008, le Conseil d'Etat a jugé le recours A. 182.112/XIII-4514 sans objet suite à la décision du 26 septembre 2007;

Considérant que, conformément à l'article 15, alinéa 4, de la loi précitée du 2 avril 1965, le Conseil d'Etat a demandé l'avis du collège provincial de Liège lequel, après avoir donné un premier avis en français, a émis un second avis, en langue allemande le 15 octobre 2009, rédigé comme suit :

" Gemäß den Vorschriften der vorerwähnten gesetzlichen Bestimmung hat das Provinzkollegium in seiner Sitzung vom 8. Oktober 2009 sein Gutachten zum Streitfall des Ö.S.H.Z. Eupen gegen den Belgischen Staat abgegeben : zu Unrecht hat sich der Staat mit seiner Entscheidung vom 26. September 2007 geweigert, dem Zentrum die Summen in Höhe von insgesamt 65.542,65 Euro zurückzuerstatten, die er ihm schon zurückbezahlt hatte und die sich auf Krankenhauskosten für die - stationäre oder ambulante - Behandlung von Patienten, die keinen Unterstützungswohnsitz haben, im Sankt Nikolaus Hospital Eupen beziehen.

Diesem Gutachten liegen folgende Erwägungen zugrunde :

Zum Verständnis des Streitfalls zwischen dem Staat und dem Ö.S.H.Z. Eupen muss einen klaren Unterschied gemacht werden zwischen dem Anwendungsbereich des Gesetzes vom 2. April 1965 über die Übernahme der von den Ö.S.H.Z. gewährten Hilfeleistungen und dem des Grundgesetzes der Ö.S.H.Z. vom 8. Juli 1976.

Das Gesetz vom 2. April 1965 regelt die territoriale Zuständigkeit der Ö.S.H.Z., das Gesetz vom 8. Juli 1976 hingegen ihre materielle Zuständigkeit und demzufolge die genauen Bedingungen der Hilfe, die sie gewähren.

Der Gesetzgeber von 1965 wollte zwei Ziele verfolgen :

Das erste Ziel betrifft die Wirksamkeit : das Grundkriterium in Sachen territoriale Zuständigkeit bezieht sich auf eine tatsächliche Lage : das Zentrum, das zuständig ist, um einer hilfesuchenden Person zu Hilfe zu kommen, ist das Zentrum der Gemeinde, auf deren Gebiet diese Person sich befindet : es handelt sich um das hilfeleistende Zentrum (Artikel 1, 1°).

Bei ausschliesslicher Berücksichtigung des Begriffs des hilfeleistenden Zentrums können die Ö.S.H.Z. der Gemeinden, die auf ihrem Gebiet Aufnahmeeinrichtungen oder Krankenhäuser haben, sich benachteiligt fühlen, weil ihnen in diesem Falle zahlreiche Anträge auf Übernahme von Rechnungen seitens der hospitalisierten Personen aus anderen Ortschaften zugehen.

Deshalb hat der Gesetzgeber ein zweites Ziel festgesetzt, nämlich die Verteilung der Übernahme der Hilfeleistungen unter die betreffenden Ö.S.H.Z., indem er zwei

Ausnahmen zur Grundregel der Zuständigkeit des hilfeleistenden Zentrums vorgesehen hat :

- Artikel 1, 2°, bestimmt, dass die Ausgaben der - stationären oder ambulanten - Behandlung für eine Person in einer Pflegeeinrichtung zu Lasten des Unterstützungswohnsitzes fallen, nämlich des öffentlichen Sozialhilfezentrums der Gemeinde, in deren Bevölkerungsregister der Betroffene zum Zeitpunkt seiner Aufnahme, als Mittelloser oder nicht, eingetragen ist.

Artikel 4, 2°, präzisiert, dass diese Kosten zu Lasten des Staates fallen, wenn der Betroffene keinen Unterstützungswohnsitz hat.

- Artikel 2, 1°, bestimmt hingegen, dass das Zentrum, das die Sozialhilfekosten einer in einer Beherbergungseinrichtung (Altenheim, Aufnahmezentrum) verweilenden Person zu übernehmen hat, das Zentrum der Gemeinde ist, in deren Bevölkerungsregister (Ausländerregister oder Warteregister) der Betroffene zum Zeitpunkt seiner Aufnahme eingetragen ist.

Artikel 5, 2°, bestimmt, dass diese Ausgaben zu Lasten des Staates fallen, wenn sie für einen Notdürftigen, der nicht belgischer Staatsangehörigkeit ist, getätigt wurden, und zwar bis zu seiner Eintragung in den Bevölkerungsregistern.

Artikel 11 § 2 fügt hinzu, dass die Ausgaben, die auf Grund von Artikel 5, 2°, zu Lasten des Staates fallen, nur innerhalb der vom Minister festgelegten Grenzen rückzahlbar sind (insofern eine vorherige Sozialuntersuchung es ermöglichte, die Existenz und den Umfang des Bedürftigkeitszustands festzustellen - Artikel 488 des Programmgesetzes vom 22.12.2000 - B.S. vom 31.12.2003).

Das Grundgesetz vom 8. Juli 1976 über die Ö.S.H.Z. bestimmt seinerseits die Modalitäten der Hilfe, die eine bedürftige Person braucht, um ein menschenwürdiges Leben führen zu können; der Bedürftigkeitszustand des Betroffenen ist also Gegenstand einer Bewertung durch das betreffende Zentrum.

Diese Ermessensfreiheit setzt jedoch voraus, dass das Zentrum vorher Elemente, die zu einem Hilfeleistungsbeschluss führen, eingesammelt hat.

Artikel 60 § 1 des Gesetzes präzisiert, dass der Hilfeleistung seitens des Zentrums wenn nötig eine Sozialuntersuchung vorausgeht, die mit einer genauen Diagnose über die Existenz und den Umfang der Bedürftigkeit abschließt und die geeigneten Mittel zur Abhilfe dieses Zustands vorschlägt.

Artikel 57 bestimmt, dass das Zentrum nicht nur eine palliative Hilfe, sondern auch eine vorbeugende Hilfe zu leisten hat; dass es sich um eine materielle, soziale, medizinische, medizinisch-soziale oder psychologische Hilfe handeln kann.

Die Übernahme einer Rechnung für Krankenhauskosten gehört zu dieser Auflistung und ist also eine Form individueller Hilfe.

Der Krankenhausdienst des Ö.S.H.Z. von LÜTTICH wurde telefonisch kontaktiert, um herauszustellen, wie das Zentrum nach der Aufnahme von Einwohnern aus Lüttich oder anderen Ortschaften in die auf seinem Gebiet liegenden Krankenhäuser vorgeht.

Dieses Ö.S.H.Z. wurde ausgewählt, einerseits weil es die Referenz par excellence ist : in der Vergangenheit hat es die wichtigsten Krankenhäuser der Provinz verwaltet und seine Vorgehensweise wurde durch viele Ö.S.H.Z. in der Provinz übernommen; und andererseits weil es sich in der gleichen Situation wie das

Ö.S.H.Z. von Eupen befindet, da auf dem Gebiet, für welches es zuständig ist, Krankenhäuser vorhanden sind.

Gleich nach der Aufnahme übermittelt der Sozialdienst des Krankenhauses dem Zentrum Rechtfertigungsbelege, die auf einen Bedürftigkeitszustand und eine dringende ärztliche Behandlung schließen; auf Grund dieser Auskünfte fasst das Zentrum einen Beschluss über die Gewährung einer individuellen Hilfe, nämlich die Übernahme der Rechnungen der Krankenhausbehandlung gemäß den Vorschriften des Gesetzes vom 8. Juli 1976. Auf keinen Fall lässt der Sozialdienst des Zentrums eine Untersuchung durchführen.

Dieser Dienst wird auch die Bestimmungen des Gesetzes vom 2. April 1965 wie folgt beachten :

- handelt es sich um eine Person, die nicht auf dem Gebiete der Stadt Lüttich wohnt, so wird das Zentrum zum hilfeleistenden Zentrum und beantragt es die Rückerstattung der Hospitalisierungskosten beim Ö.S.H.Z. des Unterstützungswohnsitzes (Ö.S.H.Z. der Gemeinde, in deren Register der Betroffene zum Zeitpunkt seiner Aufnahme eingetragen ist) oder beim Staat wenn es keinen Unterstützungswohnsitz gibt.
- Für einen in Lüttich wohnenden Patienten wird das Zentrum (als Zentrum des Unterstützungswohnsitzes) die Rechnungen für die Kosten der Hospitalisierung endgültig übernehmen.

Hier muss man sich nun die Frage stellen, inwieweit diese Vorgehensweise auch beim Ö.S.H.Z. von Eupen Anwendung findet.

Zu diesem Zwecke wurde das Zentrum aufgefordert, einen Auszug aus dem Protokoll einer Sitzung des Sozialhilferats vorzulegen, in der auf der Tagesordnung Punkte in Bezug auf die Übernahme von Rechnungen für die Aufnahme von nicht in Eupen wohnenden Personen in das Sankt-Nikolaus Hospital stehen.

Aus diesen Dokumenten geht in der Tat hervor, dass seine Vorgehensweise die gleiche ist wie beim Ö.S.H.Z. der Stadt Lüttich : gemäß den Bestimmungen des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 fasst das ermächtigte Organ auf Grund von Belegen, die es besitzt, einen Beschluss über eine individuelle Hilfe, indem es die Rechnungen für die Aufnahme von nicht auf dem Gebiete der Stadt Eupen wohnenden Patienten in das Sankt-Nikolaus Hospital übernimmt; keine Sozialuntersuchung wird von den Diensten des Zentrums durchgeführt.

Auch die Regeln in Bezug auf die territoriale Zuständigkeit, die sich aus dem Gesetz vom 2. April 1965 über die Übernahme der von den Ö.S.H.Z. gewährten Hilfeleistungen ergeben, werden vom Zentrum angewendet : es handelt zuerst als hilfeleistendes Zentrum (Artikel 1, 1°), der Bedürftigkeitszustand wird durch die Aufnahme in das auf dem Gebiet der Stadt Eupen liegende Krankenhaus erkannt; in Ermangelung eines Unterstützungswohnsitzes wendet es sich dann an den Staat, wie Artikel 4, 2°, es dazu erlaubt, um die Rückerstattung der getätigten Ausgaben zu beantragen.

Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, dass der Dienst für soziale Eingliederung in seinem Beschluss vom 26. September 2007 den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 8. Juli 1976 mit dem des Gesetzes vom 2. April 1965 gleichgestellt hat.

So bezweifelt dieser Dienst das Vorliegen einer konkreten Bedürftigkeit seitens Ausländern, Touristen, Personen auf der Durchreise in Eupen :

die Bewertung dieses Bedürftigkeitszustands gehört ausschließlich zur materiellen Zuständigkeit des Zentrums, so wie sie im Gesetz vom 8. Juli 1976 definiert ist. Es obliegt hingegen den föderalen Behörden, die die Kosten für die Hospitalisierung solcher Patienten übernehmen müssen, zu prüfen, ob das Zentrum die im Gesetz vom 2. April 1965 festgesetzten Regeln der territorialen Zuständigkeit, die die Beteiligung des Staates vorsehen, beachtet hat.

In diesem Zusammenhang erwähnt die betreffende Entscheidung, dass «die Übernahme der Ausgaben für die Aufnahme in ein Krankenhaus einen Zuschuss darstellt, der nur dann gewährt werden kann, wenn die betreffende Einrichtung diesen zu den Zwecken verwendet, für welche er bestimmt war».

Es handelt sich auf keinen Fall um einen Zuschuss an eine Einrichtung : der Staat zahlt dem Ö.S.H.Z. von Eupen - nach dem im Artikel 4, 2^o, des Gesetzes vom 2. April 1965 vorgesehenen Verfahren - die Beträge der Rechnungen zurück, die Gegenstand eines individuellen Beschlusses je nach dem Bedürftigkeitszustand der hospitalisierten Patienten waren, und zwar nach den Modalitäten des Gesetzes vom 8. Juli 1976.

Ungeachtet des Prinzips der Nichtrückwirkung der Verwaltungsakten geht ausserdem aus den Tatsachen hervor -selbst wenn der Föderalstaat es abstreitet - dass sein Beschluss vom 26. September 2007 sich auf Artikel 488 des Programmgesetzes vom 21. Dezember 2003 bezieht, der wie folgt Artikel 11 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1965 ergänzt : Die Kosten, die auf Grund von Artikel 5 zu Lasten des Staates fallen, sind rückzahlbar, insofern eine vorherige Sozialuntersuchung es ermöglichte, die Existenz und den Umfang der Nothilfe festzustellen.

Diese Abänderung beinhaltet eine Abweichung vom Grundprinzip von Artikel 60 § 1 des Gesetzes vom 8. Juli 1976, laut welchem der Hilfeleistung der Zentren wenn nötig eine Sozialuntersuchung vorausgeht.

Da es sich um eine Ausnahme handelt, ist diese strikt anzuwenden; bei den darin erwähnten Ausgaben, für welche eine Sozialuntersuchung erforderlich ist, geht es ausschließlich um Ausgaben, die in Artikel 5 des Gesetzes vom 2. April 1965 erwähnt sind, nämlich die Sozialhilfekosten.

Auf keinen Fall kann man die Erledigung dieser Formalität für die Übernahme durch den Staat der Hospitalisierungskosten, wovon in Artikel 4, 2^o, des Gesetzes vom 2. April 1965 die Rede ist und die Gegenstand des Streitfalls zwischen dem Staat und dem Ö.S.H.Z. von Eupen sind, verlangen";

Considérant que la partie adverse s'interroge sur la recevabilité ratione temporis du recours; qu'elle se fonde sur un rapport de l'auditeur rédigé dans l'affaire A. 182.112/XIII-4514 aux termes duquel le recours serait tardif à défaut d'avoir été introduit dans le délai de douze mois après la transmission de la liste des débours;

Considérant que, eu égard à la chronologie des faits rappelés ci-avant et à la circonstance que le montant litigieux a été payé par voie de compensation, le présent recours introduit dans les soixante jours de la notification de la décision attaquée, est recevable; que l'exception ne peut -être retenue;

Considérant d'office que la décision attaquée refuse la prise en charge de trois types de dépense pour la période de janvier à décembre 2003 :

- 691,77 euros relatifs à des prestations pharmaceutiques qui n'apparaissent pas dans la nomenclature de l'INAMI;
- 1.830,22 euros qui sont à charge des mutuelles et non de la partie adverse;
- 65.542,65 euros concernant le traitement à l'hôpital d'Eupen de patients dont l'indigence n'est pas prouvée;

que les deux moyens de la requête ont trait au seul troisième poste de 65.542,65 euros; qu'aucun moyen ne concerne les deux premiers postes; qu'il s'ensuit que la requête n'est recevable que pour ce qui a trait au montant de 65.542,65 euros;

Considérant que la requérante prend un moyen unique de la violation des principes généraux de la légitime confiance, de la sécurité juridique, de la continuité des services de l'Etat et de bonne administration; que, selon elle, l'effet rétroactif de la décision attaquée se fonde sur l'article 488 de la loi-programme du 22 décembre 2003 (M.B. du 31 décembre 2003) qui a introduit l'obligation d'une enquête sociale préalable pour les aides à charge de l'Etat fédéral; qu'elle constate que, par cet effet rétroactif en 2003, la décision attaquée prise en 2007 viole les principes cités au moyen; qu'au surplus, la requérante relève que la partie adverse n'a exigé aucun remboursement pour l'année 2002 alors que les règles de droit applicables étaient exactement les mêmes que celles en vigueur en 2003; qu'à son estime, une telle différence d'attitude viole le principe de la sécurité juridique inscrit à l'article 10 de la Constitution et le principe de bonne administration; qu'enfin, selon elle, les principes énoncés au moyen sont violés par le fait que la partie adverse a pris deux décisions, pour la même période de 2003, l'une en février 2007 et l'autre le 26 septembre 2007;

Considérant que la partie adverse répond que l'acte attaqué n'a pas d'effet rétroactif; qu'elle relève que les résultats des contrôles financiers et budgétaires sont connus nécessairement une ou plusieurs années après l'année au cours de laquelle les faits ont été exposés; qu'elle souligne qu'il s'agit en l'occurrence de la récupération de montants auxquels la requérante n'avait aucun droit acquis; qu'elle constate que le moyen ne conteste pas la légalité de la décision attaquée mais seulement les circonstances et les modalités de son application;

Considérant que la requérante réplique que la décision du 26 septembre 2007 rétroagit en 2003 et que ceci viole le principe de la non-rétroactivité des actes

administratifs; qu'elle estime que la situation eût été différente si la décision attaquée n'avait porté que sur la non-prise en charge des aides par l'Etat belge pour l'avenir;

Considérant que la partie adverse ne conteste pas que la requérante a donné l'avis prescrit relatif aux secours dans le délai de l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 2 avril 1965; qu'elle refuse cependant la prise en charge de ces frais au motif que la requérante a négligé de vérifier l'indigence des personnes concernées avant l'octroi des secours;

Considérant que, contrairement à l'affirmation de la requérante, la décision attaquée ne se fonde pas sur l'article 488 de la loi programme du 22 décembre 2003 mais sur l'article 4 de la loi du 2 avril 1965, précitée, qui se réfère expressément à la notion d'"indigents";

Considérant que de l'article 1^{er}, 1^o, de la loi précitée du 2 avril 1965, il ressort que la commission secourante doit reconnaître l'état d'indigence de la personne à laquelle elle fournit des secours; qu'il s'ensuit que l'avis du collège provincial de Liège ne peut être suivi à cet égard;

Considérant que s'il est exact que la commission de secours doit vérifier l'état d'indigence de la personne avant de donner l'avis visé à l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 2 avril 1965 précitée, il est tout aussi exact que selon l'article 10, la partie adverse a 40 jours après l'envoi de l'avis pour faire connaître sa décision d'acceptation ou de refus de prise en charge des frais d'assistance, à défaut de quoi elle est présumée en accepter la charge sauf preuve contraire apportée par elle de ce que la personne assistée n'était pas dépourvue de ressources;

Considérant que, en l'espèce, la partie adverse n'a pris aucune décision dans les quarante jours de l'envoi de l'avis qui lui a été fait de sorte que la présomption de l'acceptation visée à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 2 avril 1965 était d'application;

Considérant que la partie adverse n'apporte aucune preuve en vue de renverser la présomption susvisée; qu'au contraire, elle a d'abord pris en charge les frais de secours avant d'en réclamer le remboursement quatre ans après; qu'il s'ensuit qu'à défaut d'avoir pris une décision de refus dans le délai imparti par l'article 9 de la loi du 2 avril 1965 et d'être en mesure d'apporter la preuve que les personnes secourues en 2003 n'étaient pas indigentes, la partie adverse a violé non seulement l'article 10 de la loi précitée mais aussi, par le fait même, les principes de légitime confiance et de bonne administration;

Considérant que contrairement à ce que soutient la partie adverse dans son dernier mémoire, l'acceptation visée à l'article 10 de la loi du 2 avril 1965 n'est pas seulement de principe mais concerne les frais résultant de l'octroi des secours énoncés dans l'avis prescrit par l'article 9, dans la mesure énoncée à l'article 11; que, pour le surplus, dans l'état des textes légaux applicables en 2003, la question de l'indigence des personnes secourues ne peut plus donner lieu à contestation en dehors des prescriptions de l'article 10 de la loi, sous la réserve énoncée à l'article 16 au cas, étranger à la cause, où le bénéficiaire des secours viendrait "à disposer de ressources acquises en vertu de droits qu'il possédait pendant la période où les secours lui ont été accordés";

Considérant que le moyen est fondé,

D E C I D E :

Article unique.

La décision du 26 septembre 2007 du Service public fédéral de Programmation, référence 6204, est mise à néant en tant qu'elle porte sur la récupération de la somme de 65.542,65 euros à charge du Centre public d'aide sociale d'Eupen pour l'année 2003. Cette somme reste définitivement à charge de la partie adverse et sera remboursée au Centre public d'aide sociale d'Eupen.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre Vbis, le trois juin deux mille dix par :

MM. HANOTIAU,	président de chambre,
KREINS,	président de chambre,
VAN NIEUWENHOVE,	conseiller d'Etat,
M ^{lle} WIAME,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. WIAME.

M. HANOTIAU.